L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS: ..... $10 [payable d'avance]
Un mois $1
Un trimestre $3
Six mois $6
Un an $10

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 28 MAI 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Quoi pour journaux tory ont imputé à crime à l'administration l'arrivée subite de la frégate Brandywine; d'autres, qui font profession de neutralité, vont jusqu'à accuser nos marine d'avoir déserté la Méditerranée pour se soustraire aux dangers que pouvaient leur faire courir les forces anglaises.

Pour repousser la première attaque, il suffira de répéter que notre ministre en Angleterre, M. Stevenson, pour l'ordre duquel les bâtiments de guerre américains avaient pris la résolution de rentrer aux Etats-Unis, est un partisan dévoué de l'ancienne administration. Il y en a mê me qui, rapprochant ce fait de langage tenu par les organes habituels de l'opinion de M. Stevenson, ont été jusqu'à y trouver un complot politique pour battre en brèche la popularité de l'administration. Nous ne saurions, quant à nous, partager cette opinion : le mal ne se présume pas.

La seconde attaque porte à la fois sur le ministre américain en Angleterre et sur les officiers de ceux de nos bâtimens de guerre qui se trouvaient dans la Méditerranée.

A la réception du rapport de M. Pickens en Angleterre, il parait que M. Stevenson, appréhendant une guerre immédiate entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ordonna ou conseilla au commandant de la station de la Méditerranée, de rentrer immédiatement aux Etats-Unis. Sur cette invitation un conseil eut lieu où il fut décidé que les trois bâtimens formant la flotille, l'*Ohio*, la *Brandywine* et le *Preble*, rentreraient immédiatement. Un gros temps ayant séparé ces trois bâtimens et forcé l'Ohio et le Preble à relacher en Espagne, le commodore y aura sans doute appris la tournure pacifique que prenait l'affaire de McLeod et par suite il n'aura pas jugé convenable de suivre sa route.

Tels sont les faits d'après les journaux même que nous combattons. Voyons maintenant comment ils ont été interprétés.

Suivant eux, l'invitation de M. Stevenson et la résolution prise par les officiers de la flotille de rentrer aux E. Unis auraient été motivés par la crainte des dangers qu'ils pouvaient courir en présence d'une force ennemie supérieure en nombre.

Suivant nous au contraire le motif des officiers et de notre ministre en Angleterre était de venir protéger nos côtes, nos arsenaux, nos cités qui se trouvaient, dans l'éventualité d'une guerre imminente, exposées presque sans défense aux coups d'un ennemi d'autant plus à craindre qu'il attaque ordinairement sans déclaration de guerre préalable.

Ce dernier motif nous paraît si simple, si raisonnable, si conciliant, que nous avouons n'avoir pu nous défendre d'un sentiment d'étonnement en voyant l'étrange interprétation qu'on cherchait à donner à un acte que ne justifiaient pas seulement mais que commandaient les circonstances.

Quoi ! fallait il donc, pour obéir à des idées de bravoure dignes tout au plus d'occuper révoltés, laisser nos cités et surtout nos arsenaux sans protection ? Il peut se trouver des gens qui cherchent le péril pour le péril même, car il y a encore plus de Don Quichottes qu'on ne pense; mais l'homme dont la tête n'est pas f lée comprend qu'il doit faire de son courage le meilleur usage possible dans l'intérêt de ses semblables.

Croit-on d'ailleurs qu'en cas de guerre il n'y aurait pas autant, sinon plus de dangers sur nos côtes que dans les mers d'Europe ?

Nous n'insisterons pas davantag- là-dessus. Il suffit, dans une discussion de cette nature, d'indiquer les points principaux : le bon sens du public fera le reste.

Mais qu'il nous soit permis, en terminant de déplorer la légèreté avec laquelle certains prétendus organes de l'opinion publique formulent des accusations de la plus haute gravité et de la plus criante injustice.

Pourquoi la presse, dont la mission est toute de paix, d'union et de progrès, se trouve-t-elle être si souvent un instrument de divisions, de haines et de discordes? Des fautes sans doute procèdent moins de malice que de légèreté; mais pourquoi parler si légèrement sous l'influence d'une première impression ? Avant de porter une accusation, ne devrait-on pas imposer silence à ses passions et s'entourer de tous les renseignements qui peuvent éclairer sa conscience ? Assez de fautes résultent inévitablement de l'imperfection humaine sans qu'on en augmente encore le nombre et l'importance par défaut de réflexion et d'étude.

QUESTION DES FRONTIÈRES.—On se rappelle qu'au moment où cette question prit un aspect assez menaçant, le gouvernement français offrit son intervention. Bien que cette offre soit aujourd'hui comme non avenue par suite des dernières ouvertures arrêtées entre l'Angleterre et les Etats-Unis, il ne sera pas sans intérêt de citer les réflexions inspirées par elle à l'un des journaux les plus fermes et les plus sages de l'opposition en France. Voici ce que dit le *Courrier Français* du 4 avril dernier :

Le Globe nous révèle un fait qui causera quelque étonnement en France. Suivant cette feuille, notre gouvernement aurait offert sa médiation pour terminer la querelle qui subsiste depuis vingt ans entre l'Angleterre et les Etats-Unis; et il n'attendrait plus que la réponse des deux cabinets à ces ouvertures officieuses, pour se porter officiellement l'arbitre du différend.

Nous ne pouvons pas croire à cette nouvelle, bien qu'elle émane d'un journal qui a des relations suivies avec le ministère whig. Il n'est pas possible que le gouvernement français ait commis une telle imprudence, ni qu'il ait si promptement perdu la mémoire des leçons que l'irritation de la Grande-Bretagne vient de lui donner. On sait par quelle sortie parfi ite lord Palmerston a reçu passole le ministère du 1er. mars de son habile et heureuse intervention dans l'affaire de Naples. Quelconque fut du reste la Grande-Bretagne exposa aux mêmes procédés.

Il y a de plus dans la question des frontières qui divise l'Angleterre et les Etats-Unis, un danger qui doit éloigner toute cour qui serait tentée d'intervenir entre des deux parties. Elle a déjà été soumise à l'arbitrage du roi de Hollande, dont le gouvernement américain a rejeté la décision. Cette du roi des Français ne serait probablement pas mieux accueillie, et le gouvernement de Louis-Philippe s'exposerait à une inconvenance dont nous espérons il ouvrent occasion de nous épargner nous-mêmes une désagréable. Espérons que la réforme qui emploie pas à pénétrer jusqu'à nous.

Nous sommes autorisés à annoncer que le juge Buchanan, de la Cour du Premier District judiciaire, se trouve suffi-amment rétabli pour pouvoir siéger lundi prochain.

On nous adresse des réclamations tendant à établir que ce ne sont pas des fromages frais qui ont causé les accidents dont on se plaint, mais bien des fromages du Nord. Quoiqu'il en soit nos observations subsistent sur la nécessité d'une enquête.

VOYAGE RAPIDE.

Le bateau à vapeur MISSOURI, capitaine Swain, parti de Saint Louis le 20 mai matin, est arrivé à St. Louis (Missouri) en *quarante heures et vingt et une heures* ! La distance est de quatorze cents milles.

La malle a manqué hier pour la seconde fois aux-dit de Charleston. Il est à regretter que les nouveaux entrepreneurs pris par la direction générale n'aient pas encore pu remédier à un inconvénient dont nous espérons il ouvrent occasion de nous épargner nous-mêmes une désagréable. Espérons que la réforme qui emploie pas à pénétrer jusqu'à nous.

Nous avons reçu hier des journaux de Louisville et de Cincinnati.

Louisville Express [illegible] après la mariage de Lolli, Cardero, le [illegible] de voir comment en Limousin s'y prend pour [illegible] à une jolie femme.

Limousin est un parfait original. Lorsqu'on le prend à son côté faible, on le voit [illegible] sa [illegible] ridicule. Il est [illegible] de [illegible] et [illegible] de [illegible] de [illegible] de